



MUNICIPALITE DE SAINT-GEORGE

GRAND'RUE 4
CASE POSTALE 10
1188 SAINT-GEORGE

TEL. 022 368 12 69
FAX 022 368 20 75
e-mail : greffe@saint-george.ch
site Internet: www.saint-george.ch

PREAVIS ADRESSE AUX MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-GEORGE

Saint-George, le 10 septembre 2018

PRÉAVIS MUNICIPAL No 03/ 2018

Arrêté d'imposition 2019

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

1. Préambule

Le 20 mars 2016, le peuple vaudois acceptait la votation cantonale de la réforme de l'impôt des entreprises (RIE III) avec un score de 87.12% des votants. Cependant, au niveau fédéral en février de l'année suivante, la RIE III a été refusée par 59,1% des votants Suisse mais accepté par le peuple vaudois à 51,3%. Ce résultat est ici donné uniquement à titre informatif, celui-ci ne pouvant changer le résultat au niveau fédéral.

Petit rappel de ce que la RIE III : (Source principale Etat de Vaud service des communes)

RIE III : troisième réforme de l'imposition des entreprises. Son but est de supprimer les statuts particuliers (cf. ci-dessous), et de mettre un terme aux différences de traitement fiscal des bénéfices des entreprises, selon que ces bénéfices ont été réalisés en Suisse ou à l'étranger.

Taux unique d'imposition : système de taxation imposant à un taux identique les sociétés anonymes, à responsabilité limitée (Sàrl) et les coopératives.

Entreprises à statuts particuliers : sociétés établies en Suisse générant une part importante de leurs bénéfices à l'étranger.

La votation porte sur la modification de la loi sur les impôts directs cantonaux.

Cette modification vise à unifier l'imposition des bénéfices des sociétés et à supprimer les statuts fiscaux particuliers de certaines d'entre elles. Il est donc proposé d'introduire un taux unique d'imposition des bénéfices pour toutes les sociétés à 13,79 % (21,65 % actuellement).

Cette réforme s'accompagne d'un ensemble de mesures en faveur de l'emploi et des familles : augmentation des allocations familiales, renforcement des subsides à l'assurance-maladie, soutien accru à l'accueil de jour des enfants, etc.

De quoi s'agit-il dans le canton de Vaud ?

La proposition du Conseil d'État et du Grand Conseil est la suivante : une réduction du taux d'imposition des bénéfices actuellement à 21,65 %, pour un taux unique de 13,79 % en 2019. C'est une baisse d'impôt d'environ 40 % pour la grande majorité des 28 000 entreprises du canton. À l'inverse, les impôts des quelques centaines d'entreprises à statuts particuliers augmenteront dans la même proportion. En contrepartie, cette baisse d'impôt est assortie de mesures d'accompagnement significatives en faveur des ménages.

Les mesures d'accompagnement

Au vu de la réforme fiscale proposée, les entreprises ont accepté d'augmenter par paliers les allocations familiales et de formation. Elles financeront davantage l'accueil de jour des enfants, tout comme l'État. De plus, la déduction pour les primes d'assurance-maladie augmentera de 400 francs et la charge financière des primes LAMal sera limitée à un maximum de 10 % du revenu d'un ménage. Le seuil de l'impôt à la dépense sera augmenté et il est prévu de réduire de façon ciblée l'impôt sur la valeur locative.

Impacts financiers de la réforme sur les finances publiques

La réforme de la fiscalité des entreprises impactera pleinement les comptes de l'État et des communes dès 2019. Les entreprises actuellement au statut ordinaire soit les quelque 28 000 PME établies dans le canton, verront leurs impôts sur le bénéfice baisser de 442 millions de francs.

À l'inverse, les sociétés générant une part importante de leurs bénéfices à l'étranger, soit les multinationales principalement, verront leurs impôts augmenter de 50 millions de francs.

La réforme génère une diminution des recettes fiscales pour l'État et les communes de 392 millions de francs.

En contrepartie, l'État et les communes bénéficieront d'une rétrocession supplémentaire de la part de la Confédération.

Soit environ 107 millions de francs pour le canton de Vaud, dont près d'un tiers est destiné aux communes.

2. Préparation des taux impositions pour les communes en 2019

Le Conseil d'État a décidé, en novembre 2017, de mettre en application la RIE III vaudoise telle que votée par le peuple sans les compensations fédérales (Fr. 94 Mi) et la hausse des rentrées fiscales provenant des entreprises à statuts spéciaux (Fr. 34 Mi) soit un manque de Fr. 128 millions.

Cette décision pose un problème aux communes qui ne pourront pas à elles seules absorber le manque à gagner répercuté sur la péréquation, la facture sociale et la réforme policière.

Vous avez certainement lu à travers différents médias, l'inquiétude des municipaux en charges des finances et en particulier ceux du district de Nyon, principal contributeur du Canton. De plus, à l'heure où la Municipalité écrit ce préavis, aucune commune n'a encore le montant des acomptes pour 2019, ces fameux acomptes représentant plus du 50% du budget communal.

Le Grand Conseil est bien conscient du problème et plusieurs motions, ont été déposés à titre d'exemple :

Motion de Monsieur Maurice Mischler déposée le 8 mars 2018 :

Afin de respecter les équilibres négociés et permettre aux communes de conserver leur autonomie financière, les motionnaires demandent une compensation financière de l'Etat de Vaud à hauteur de Fr. 50 Mi, chaque année en attendant l'entrée en vigueur de la PF17. Cette somme sera redistribuée aux communes vaudoises :

- Fr. 34 Mi par le biais de la couche « emplois » déjà prévue dans le nouveau système péréquatif 2019 ;
- Fr. 16 Mi en diminution de la part communale à la facture sociale.

Motion acceptée à l'unanimité par la commission de Gestion du Grand conseil et en attente de réponse du Conseil d'Etat.

Nos associations de communes qui sont l'UCV (Union des Communes Vaudoises) et l'ADCV (Association des Communes Vaudoises) sont aussi très actives à travers des négociations sous embargo ce qui signifie que temps qu'il n'y aura pas un accord rien ne sera communiqué.

3. Etablissement du taux imposition pour notre commune en 2019

Comme vous pouvez le constater, il est très difficile de se faire une idée précise de l'impact de cette réforme sur les contributions de l'ensemble des communes au fonctionnement du Canton (Facture sociale et Réforme Policière) et de la répartition des richesses entre communes (Péréquation Verticale) et quel sera l'incidence pour notre commune en 2019.

La Municipalité a décidé d'établir un pré-budget regroupant les principales dépenses destinées au Canton, à la région, au scolaire et parascolaire selon les comptes 2017, d'estimer le revenu des impôts pour 2019 et en reprenant les chiffres du ménage communal budgété pour 2018.

Il en ressort qu'en assurant que les dépenses courantes mais nécessaires du ménage communal nous n'aurions aucune marge, juste l'équilibre financier.

Cette situation est exceptionnelle, le manque de données claires et précises, des effets potentiels positifs ou négatifs des acomptes cantonaux pour 2019 nous ont fait prendre la décision de garder pour l'année prochaine notre taux imposition à 71% de l'impôt cantonal de base, ce taux étant au-dessus de la moyenne cantonale de 68%.

La REI III n'a pas d'influence directe sur le montant total des impôts. L'impôt des personnes morales prélevé sur les entreprises de notre commune ne représentant qu'une petite partie des rentrées fiscales.

Par contre, la Municipalité a décidé d'augmenter l'impôt foncier dont le montant total du prélèvement reste dans le ménage communal et ne rentre pas dans la calculation des acomptes de la péréquation, facture sociale et réforme policière. De plus, cet impôt n'a subi aucune augmentation depuis des décennies et son taux actuel se situant dans la moyenne basse par rapport aux autres communes du canton.

Son taux actuel est de Fr. 1.00 pour Fr. 1'000.00 de la valeur foncière. La Municipalité a décidé de relever ce taux de 20 centimes pour le passer à Fr. 1.20 pour Fr. 1'000.00. A titre d'exemple, pour un bien foncier d'une valeur de Fr. 1 million, cette augmentation représente annuellement Fr. 200.00.

Une estimation basse nous permet d'escompter une rentrée de Fr. 42'000.00 soit supérieure de Fr. 5'000.00 par rapport à l'augmentation d'un point d'impôt dont sa valeur se situe autour de Fr. 37'000.00.

4. Conclusions

La Municipalité fixe le taux d'imposition à 71% de l'impôt cantonal de base pour une année encore et décide d'augmenter l'impôt foncier de 20 centimes le passant à Fr. 1.20 pour Fr. 1'000.00 de la valeur foncière.

De ce fait et compte tenu de ce qui précède, la Municipalité a l'honneur de vous demander, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil Communal de Saint-George

- vu le préavis municipal No 03/ 2018 et son annexe,
- entendu le rapport de la commission de gestion et des finances,
- considérant que cet objet est porté à l'ordre du jour,

Décide

- **d'approuver l'arrêté d'imposition pour l'année 2019 avec une augmentation de 20 centimes de l'impôt foncier qui passe à Fr. 1.20 pour Fr. 1'000.00 de la valeur foncière. Le reste de l'arrêté ne subit aucun changement pour une année soit jusqu'au 31 décembre 2019.**

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, à l'expression de notre considération distinguée.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

Alain Domenig

La Secrétaire

Véronique Errecart



Annexe : Copie de l'arrêté d'imposition pour l'année 2019